

Retrouvez dans ce numéro un exemplaire détachable de  
« **LA DÉCLARATION DES DROITS DES PEUPLES ET DES NATIONS** »  
UNE GRANDE IDÉE AU SERVICE DE LA PAIX DANS LE MONDE

OCTOBRE 2023 / NUMÉRO 14

# VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

**LAMPEDUSA :**  
**LE PACTE DES**  
**MIGRATIONS**  
**APPLIQUÉ AVANT**  
**D'ÊTRE ADOPTÉ**





**IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE**



**LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL  
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID  
VOUS DÉFENDENT AU  
PARLEMENT EUROPÉEN**

JORDAN **BARDELLA** • THIERRY **MARIANI** • DOMINIQUE **BILDE** • VIRGINIE **JORON** • JEAN-PAUL **GARRAUD**  
CATHERINE **GRISET** • GILLES **LEBRETON** • JEAN-FRANÇOIS **JALKH** • AURÉLIA **BEIGNEUX** • PHILIPPE **OLIVIER**  
ANNIKA **BRUNA** • FRANCE **JAMET** • ANDRÉ **ROUGÉ** • MATHILDE **ANDROUËT** • JEAN-LIN **LACAPELLE**  
MARIE **DAUCHY** • ÉRIC **MINARDI** • PATRICIA **CHAGNON**

# SOMMAIRE

## ÉDITOS ..... 4 à 5

**Jean-Paul Garraud**, Président  
de la Délégation française du Groupe ID

**Jordan Bardella**, Vice-Président  
du Groupe Identité et Démocratie

## ACTUALITÉS ..... 6 à 7

- **SNCF, un démentèlement organisé**
- **Mercosur, un danger commercial**



## ENVIRONNEMENT ..... 8 à 9

- **Le made in France enfin protégé**
- **L'énergie thermique des océans**



## DOSSIER SPÉCIAL ..... 10 à 13

- **Les députés RN à Lampedusa**
- **Immigration : le guide du gouvernement**
- **Le Pacte des migrations déjà appliqué**



## OBSERVATIONS ÉLECTORALES ..... 13

- **La stratégie politique de von der Leyen**

## INTERNATIONAL ..... 14 à 15



## BELLE EUROPE ..... 16 à 19



## SUR LE TERRAIN ..... 20 à 21

- **Les députés à votre rencontre**
- **L'Europe des Nations se construit**

## CONFÉRENCES ..... 22

- **De Coudenhove-Kalergi à von der Leyen**
- **Politiques migratoires et démocratie**

## TRIBUNES ..... 23 à 25

- **L'élargissement dangereux de l'UE**  
par Jean-Lin Lacapelle
- **Endométriose : le Groupe ID à l'initiative**  
par Marie Dauchy
- **Le chantage aux ressources propres**  
par Thierry Mariani

## LU POUR VOUS ..... 26

**Extension du domaine du capital**  
de Jean-Claude Michéa

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE  
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

**Directeurs de la publication:** Philippe Olivier & Laurent Husser

**Pour joindre la rédaction:** Groupe ID - Parlement européen  
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman  
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG  
contact@id-france.eu

**Imprimeur:** Agence Unanime

**Crédits photos:** Adobe Stock, Wikipédia, Alamy Images

**Photos de couverture:** Alamy Images



## Jean-Paul Garraud

Député européen

Président de la Délégation française du Groupe ID

# Déclaration des Droits des Peuples et des Nations : Un texte fondateur !

Marine Le Pen a récemment présenté une Déclaration solennelle, texte inédit visant à consacrer, au-delà des droits de l'homme, ceux des peuples et des Nations.

**A** l'heure où l'idéologie mondialiste tente d'imposer à marche forcée cet homme nouveau, standardisé, fondu dans un univers sans frontière, sans histoire et sans identité, où le marché ultralibéral veut devenir l'objectif et la règle de vie, il était essentiel d'apporter une autre vision, celle de l'homme enraciné, fier de son pays, de sa région, de son village au sein d'une communauté nationale ouverte sur l'Europe et le monde. Texte à vocation universelle, il ajoute à la déclaration des droits de l'homme, une dimension populaire et nationale car c'est bien au sein de la société, avec ses droits et ses devoirs, que l'homme s'épanouit.

**« IL EST  
ESSENTIEL  
D'APPORTER  
UNE AUTRE  
VISION, CELLE  
DE L'HOMME  
ENRACINÉ, FIER  
DE SON PAYS,  
DE SA RÉGION,  
DE SON VILLAGE  
AU SEIN D'UNE  
COMMUNAUTÉ  
NATIONALE  
OUVERTE SUR  
L'EUROPE ET  
LE MONDE. »**

Alors que l'Union européenne et de grandes organisations et sociétés internationales cherchent à étendre leur emprise et leur influence sur les États et les peuples, il était indispensable de redonner toute sa place à la Nation. Vous découvrirez, à la lecture de ce numéro, tout ce qui nous a conduit à réaffirmer avec force toutes les vertus de ce cadre national tellement décrié par nos adversaires.

Nous traiterons aussi de la véritable submersion migratoire qui se poursuit et s'aggrave à l'image de cette petite île de Lampedusa, submergée en septembre dernier par l'arrivée massive de plus de dix mille migrants en 24 heures. Au même moment, les institutions européennes, par le Pacte sur la migration et l'asile et par la réforme du Code frontières Schengen, veulent amplifier cette immigration au risque tout à fait assumé de faire disparaître ce qui a été construit pendant des siècles.

Autre sujet relatif à la volonté impérialiste de l'Union européenne, celui de passer de 27 États membres à 35, voire 40 ! Une pure folie, surtout quand les négociations se font avec des pays comme le Kosovo ou l'Albanie où les mafias et trafics en tous genres prospèrent.

Vous serez certainement intéressés par notre dossier sur les questions environnementales avec les énergies de la mer et la pureté de l'air. Vous retrouverez aussi notre chronique habituelle sur les actions de terrain de vos députés européens, avec un focus sur les estivales de cette belle fête de Beaucaire !

Enfin, nous vous emmènerons cette fois-ci en Flandre, à la découverte de cette région connue pour son architecture, sa langue et son peuple si fier de son identité.

Bonne lecture à tous !

## Jordan Bardella

Député européen

Vice-Président du Groupe Identité et Démocratie

# Terrorisme islamiste En finir avec la naïveté

À la suite de l'ignoble attentat islamiste commis par le Hamas, nous avons exprimé notre solidarité la plus totale, sans aucune réserve, à l'égard d'Israël et du peuple israélien.

Lorsque l'on vise délibérément et assassine par centaines des civils, lorsque l'on enlève et prend en otage des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants, au nom d'une idéologie islamiste, il ne s'agit pas d'un acte de guerre commis par une armée régulière contre une autre, mais d'un attentat islamiste criminel et injustifiable.

Israël a ainsi vécu, le même jour, un 11 septembre et un Bataclan. Proportionnellement à la population israélienne, cela équivaldrait, en France, à un attentat faisant près de 5 000 victimes... Cette attaque terroriste de grande ampleur légitime une riposte israélienne ciblée mais intraitable pour éradiquer le Hamas, qui prône dans ses statuts non pas la défense des Palestiniens, mais la destruction pure et simple d'Israël et le djihad international.

En Europe, l'imbroglie autour de la suspension annoncée puis abandonnée de l'aide aux territoires palestiniens a démontré un fait inquiétant : l'Union européenne déverse des centaines de millions d'euros — l'argent des Européens — dans certaines régions du monde sans aucune contrepartie, sans traçabilité ni vérification sérieuse. « *L'objectif de ce réexamen vise à s'assurer qu'aucun financement européen ne permette à une quelconque organisation terroriste de mener des attaques contre Israël* » : cette déclaration déconcertante de la Commission européenne signifie qu'elle n'a en réalité aucune idée de la destination finale de ses propres fonds !

Une naïveté confondante, dans la droite ligne de celle dont l'Union européenne a toujours fait preuve à l'égard du fondamentalisme islamiste et que nous pointons depuis des années au Parlement européen, en dénonçant les multiples financements pour une myriade d'associations islamistes, communautaristes, proches des Frères musulmans, auxquelles le Hamas est affilié.

En France, il est accablant de voir que la condamnation du terrorisme ne fait désormais plus l'unanimité, y compris au sein de la classe politique. En refusant de dénoncer clairement cette attaque et en réitérant son refus de qualifier le Hamas d'organisation terroriste, la France insoumise, notamment, s'est déshonorée et mise définitivement hors du champ républicain.

Toute apologie du terrorisme islamiste doit être judiciarisée. Les auteurs de ce type de propos, qu'il s'agisse de responsables politiques comme de militants islamistes sur les réseaux sociaux, doivent être traqués. Les islamistes fichés S pour radicalisation islamiste doivent être expulsés de notre territoire.

Enfin, ce soutien croissant aux thèses et modes opératoires islamistes n'est pas apparu *ex nihilo* dans notre pays. L'immigration incontrôlée, qui se poursuit en dehors de toute raison, aggrave la situation, multiplie sur notre sol les enclaves étrangères et gonfle de fait les troupes de ce « djihad international » prôné par le Hamas pour le monde entier. Là encore, une leçon que l'Union européenne devrait tirer en abandonnant son « Pacte des migrations » qui accélérera la submersion migratoire de l'Europe.





Karima Delli, Présidente écologiste de la commission Transports au Parlement européen, et le député Vert Yannick Jadot encouragent largement la persécution des automobilistes. Derrière l'auto-phobie, le projet d'en finir avec la « civilisation automobile ».

## PERMIS DE CONDUIRE LES « AUTO-PHOBES » SE LÂCHENT

La Commission européenne veut réviser ses directives sur le permis de conduire afin d'harmoniser les règles dans tous les États membres. Mais le rapport présenté au Parlement par les Verts français ne vise qu'à mener une guerre contre les automobilistes.

■ Une visite médicale obligatoire pour passage ou renouvellement de permis

■ Un permis à point généralisé pour faciliter les sanctions

■ Contre les SUV et les véhicules de plus d'1,8 t  
>>> Un permis spécial (B+) serait obligatoire

■ Contre les jeunes conducteurs  
>>> Période probatoire de 2 ans avec validation par contrôle pratique et théorique  
>>> Interdiction de conduire la nuit  
>>> Limitation de vitesse à 90 km/h (même sur autoroute)  
>>> Augmentation de l'âge minimal d'accès au permis moto

■ Contre les séniors  
>>> Validité du permis de conduire réduite :  
• à 7 ans pour les plus de 60 ans  
• à 5 ans pour les plus de 70 ans  
• à 2 ans pour les plus de 80 ans

■ Atteinte aux libertés de circulation

Derrière les mesures restrictives réclamées par les écologistes contre les séniors, les jeunes, les SUV et la plupart des conducteurs se cache un véritable projet d'interdiction progressive de l'automobile avec pour corollaire une atteinte claire à la liberté de circuler mais aussi — et c'est délibérément occulté — la création d'une police européenne de répression routière.

■ Une autorité routière éloignée

Avec la mise en place d'un permis européen numérisé, ce projet prévoit notamment d'ouvrir la possibilité à l'UE de le suspendre d'un simple clic. Pour les usagers de la route, il existe donc un risque de complexité administrative en cas de contentieux face à une autorité répressive installée dans un lointain pays. Quant à l'UE, elle trouve là l'occasion de se donner de nouveaux pouvoirs de justice sur les populations.

## SNCF : UN DÉMANTÈLEMENT QUI NE DIT PAS SON NOM

La Commission européenne vient de contraindre la SNCF à céder, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, 23 lignes de transport de marchandises à la concurrence, provoquant l'ire des cheminots.

Selon Bruxelles, la France serait « coupable » d'avoir octroyé des aides d'État à la filiale fret de la SNCF afin de couvrir ses pertes. Le Gouvernement a donc accepté de se plier aux injonctions de la Commission en démantelant SNCF Fret pour créer deux nouvelles sociétés (transport et maintenance) en janvier 2025.

■ La SNCF amputée de 20 % de son chiffre d'affaires

Cette punition infligée à la France va provoquer une perte de 20 % du chiffre d'affaires de la SNCF, soit 730 millions d'euros. Elle s'accompagnera d'une obligation de vente de 62 locomotives sur un parc de près de 730 machines, d'actifs immobiliers et du transfert de 10 % des effectifs (sur 5 000 cheminots).

Une telle opération signe la perte pour la SNCF de son cœur de métier affichant les meilleurs taux de croissance. S'il était encore nécessaire de le prouver, l'objectif de l'UE est bien de démanteler toutes les entreprises nationales pour les privatiser.



En profitant de la faiblesse du Gouvernement français, la Commission européenne d'Ursula von der Leyen s'est lancée dans une opération de démantèlement de la SNCF



# LIBRE ÉCHANGE

## MERCOSUR, UN DANGER COMMERCIAL

par France JAMET

L'Union européenne est avant tout un grand marché et les relations internationales qu'elle entretient avec les autres pays sont essentiellement commerciales. Dans ce cadre, Bruxelles multiplie les « traités de libre échange » avec de nombreux États de toute la planète.

Celui qu'on appelle le « Mercosur » est un accord commercial avec les pays qui composent le Mercosur, c'est-à-dire le marché commun sud-américain regroupé autour du Brésil.

### Des contrats secrets

Malgré les demandes expresses de transparence du médiateur européen et des députés du Rassemblement

National, les négociations de ce traité sont tenues totalement secrètes. Et pour cause, un tel accord pourrait provoquer l'importation en Europe de 100 000 tonnes de viande bovine provenant d'Amérique latine. Des importations sans « clause miroir », c'est-à-dire à des conditions de normes sanitaires et sociales inférieures à celles imposées à nos producteurs. 74 % des produits phytosanitaires utilisés au Brésil étant, par exemple, prohibés en Europe.

La Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui a négocié dans des conditions obscures les commandes de vaccins, semble décidément fâchée avec la transparence.

## POULETS UKRAINIENS DÉFENDRE LES ÉLEVEURS FRANÇAIS

par Gilles LEBRETON

La hausse des importations de poulets ukrainiens à bas coût organisée par Bruxelles ne répond en rien aux exigences réglementaires et sanitaires imposées à la volaille française. La filière a donc demandé à la France et à l'UE la fin de ces importations qui désorganisent les marchés et ruinent les éleveurs. Un appel au bon sens ayant suscité une réponse sans appel du ministre français de l'Agriculture : « *Je ne veux pas envoyer de signaux hostiles à l'Ukraine* ». Le sort des agriculteurs ukrainiens semble donc plus important que celui des Français.

### Tuer nos éleveurs ne règlera pas le problème de l'Ukraine

Est-il nécessaire de ruiner nos éleveurs pour aider l'Ukraine ? Personne ne le croit, a fortiori quand on sait que cette mesure profite avant tout aux magnats ukrainiens du secteur qui pratiquent l'élevage industriel au détriment de la qualité alimentaire et du bien-être animal.

Le Gouvernement français serait plus inspiré de suivre la voie de ses homologues hongrois et polonais qui, confrontés au même choix, ont pris le parti de protéger leurs producteurs.

## LÉGISLATION SUR LES ARMES LA COMMISSION VISE MAL!

Face à une explosion généralisée de la violence en Europe dont Marseille constitue, avec ses 26 assassinats, la plus tragique illustration, la Commission a voulu voler au secours des dirigeants dépassés par l'ampleur du phénomène.

Avec l'illusion de s'attaquer aux trafics d'armes illégales utilisées par les gangs, Bruxelles a donc proposé de nouvelles restrictions de vente et de transport des armes... légales.

### UNE CIBLE MANQUÉE

Une fois de plus, la Commission s'empêtré dans une posture insensée. Qui peut croire que les criminels achètent leurs kalachnikovs et autres armes de guerre chez l'armurier du coin ?

Pour éviter toutefois que cette législation ne restreigne encore le droit des détenteurs légaux, Patricia Chagnon, députée RN et elle-même chasseur, a obtenu en commission que les textes initiaux soient modifiés pour exclure de son champ d'application les chasseurs et les tireurs sportifs.

### LE MORTIER D'ARTIFICE EST UNE ARME À FEU

Durant les discussions autour de ce texte, Mme Chagnon a également souligné devant la Commission le fait que les mortiers utilisés par les manifestants contre la police devraient être considérés comme des armes à feu.

Elle a enfin attiré l'attention des autorités européennes sur la recrudescence des attaques au couteau et demandé une sévérité accrue sur leur détention illicite.



« QUALITÉ DE L'AIR »

ENVIRONNEMENT

## LES INTERDICTIONS PLUTÔT QUE LES INCITATIONS, LA DÉCROISSANCE PLUTÔT QUE LA SCIENCE

par Aurélie BEIGNEUX

Les eurodéputés Verts ont imposé au Parlement européen de nouvelles règles strictes en matière de pollution de l'air, avec le soutien des élus du centre et de la gauche.

Si les institutions européennes donnent leur feu vert après le Parlement, les nouvelles normes obligeront les États membres à s'aligner sur les directives de l'OMS en matière de qualité de l'air d'ici à 2035. Elles permettraient également aux citoyens de l'Union européenne de demander une compensation financière pour des raisons de santé liées à la pollution de l'air.

**L'initiative semble louable, mais renferme en réalité un projet radical, dicté par les ONG et mené sans aucune étude d'impact.**

Tradition européenne pour tous les règlements sur l'environnement, ce projet de loi s'appliquera uniformément sur chacun des États membres, sans prendre en compte les différences énormes entre les Nations européennes, qu'elles soient industrielles, géographiques ou économiques, rendant de fait l'écologie toujours plus punitive et antisociale.

### Un texte aligné sur l'idéologie de la décroissance

L'Union européenne est un territoire vertueux : depuis 30 ans, la qualité de l'air s'est nettement améliorée, signe d'efforts considérables consentis par les agriculteurs et les industriels, souvent au prix d'une limitation de notre potentiel économique. Mais la philosophie verte n'accorde que peu d'importance à ces données : son objectif à moitié dissimulé est de tendre vers la décroissance en Europe.

Le texte fait ainsi tout son possible pour fermer des sites industriels stratégiques et pour priver les fermiers de l'accès à des produits chimiques essentiels. Pour la gauche européenne, peu importe notre compétitivité, la désindustrialisation et le mal-être agricole pourvu que survive le mode de vie des écolo-bourgeois urbanisés.

### Toujours plus de contraintes pour les zones urbaines et les automobilistes

Alors que la gauche et les libéraux assurent que les mesures ne seront pas contraignantes, les dispositions du projet de loi poussent clairement les autorités municipales à instaurer toujours plus de zones à faibles émissions, de limitations de vitesse et de quartiers à faible trafic, le tout justifié par des impératifs de réduction de la pollution atmosphérique.

Pour les Verts, la voiture doit disparaître des centres-villes et tant pis pour les professionnels, les habitants des banlieues et les services d'urgence qui en ont une impérieuse nécessité.

Encore une fois, l'interdiction est préférée à l'incitation : un signal profondément problématique à l'heure où de plus en plus d'élus contestent la stratégie environnementale de l'UE.

## ARTISANAT, PRODUITS NON AGRICOLES ET INDUSTRIELS DES SECTEURS ENFIN PROTÉGÉS

Pendant de nombreuses années, les règles sur les Indications géographiques permettaient uniquement de protéger les vins, spiritueux et les produits agricoles. Grâce au rapport Walsmann, cette protection est enfin étendue aux produits non agricoles, artisanaux et industriels tels que la verrerie, la coutellerie, la dentelle et de nombreux

autres domaines qui font la fierté d'artisans et producteurs dans nos régions. Il s'agit donc d'obtenir une protection harmonisée dans l'Union qui permettra à nos producteurs de défendre et faire la promotion de leurs produits au niveau international, avec des garanties d'authenticité et de lutte contre la contrefaçon. Cette décision permettra le maintien des savoir-faire, si chers au patrimoine culturel français.







# LES RESSOURCES MARINES

## UN VÉRITABLE ATOUT POUR NOS TERRITOIRES ULTRAMARINS

par **Éric MINARDI**

Dans le cadre de la transition énergétique et de l'autonomie économique des régions d'outre-mer, plusieurs projets novateurs exploitent les ressources marines. La Polynésie française, riche en « Or bleu », cherche ainsi à préserver sa biodiversité tout en maximisant l'utilisation de l'océan. Géographiquement isolées, ces régions doivent en effet développer des solutions énergétiques innovantes. Explications.

### Des solutions énergétiques prometteuses et applicables

Parmi les initiatives les plus prometteuses figure le *Sea Water Air Conditioning* (SWAC) — en Français : « climatisation de l'eau de mer » —, un système de climatisation utilisant l'eau froide des profondeurs marines pour refroidir les bâtiments. L'hôpital de Tahiti fonctionne notamment avec ce système. Autre exemple : l'atoll de Tetiaroa en Polynésie française utilise principalement l'énergie solaire avec le système du SWAC et recycle les déchets pour créer des composts et des matériaux d'agrégat.

L'énergie thermique des mers (ETM), quant à elle, est un système qui exploite l'eau chaude de surface, maintenue à environ 24 degrés toute l'année, pour produire de l'électricité. Bien qu'à un stade d'étude avancée, ce système promet déjà de fournir de l'électricité aux îles éloignées et aux infrastructures administratives des territoires ultramarins.

L'hydrogène est également envisagé comme solution de stockage de l'énergie dans les territoires ultramarins, bien que son rendement soit plus faible que celui des

batteries. L'intégration de l'hydrogène dans les systèmes électriques pourrait améliorer l'efficacité énergétique en réduisant les pertes.

### Le projet d'une Université Internationale de la Mer

Pour favoriser la recherche et l'innovation dans le domaine énergétique, nous proposons de créer une Université Internationale de la Mer en Polynésie française. Cette université formerait des capitaines de navires marchands, des étudiants locaux en ingénierie, biologie, technologie, voire en droit. Ces futurs chercheurs étudieraient les ressources énergétiques des océans et leur potentiel et contribueraient par la même occasion à l'activité économique des territoires ultramarins. Les brevets issus de leurs recherches appartiendraient à ces territoires, créant ainsi des opportunités économiques et des emplois sur place.

Vous l'aurez compris : l'océan offre d'énormes opportunités économiques et énergétiques pour les régions ultramarines françaises. Ces projets innovants visent à les exploiter tout en préservant l'environnement marin.



# LAMPEDUSA OU LA SUBMERSION DE L'EUROPE

par Philippe OLIVIER

Lampedusa, ce nom d'une île perdue au large de la Sicile est devenu le symbole du péril migratoire qui menace l'Europe. Les élus du Groupe ID, qui y avaient prévu de longue date une mission d'enquête, s'y sont rendus et en sont revenus édifiés.

Quelques jours avant leur arrivée, des dizaines de bateaux avaient accosté, débarquant plus de 7000 migrants venus de Tunisie. Deux jours après, les arrivants étaient tous, sans exception, acheminés sur le continent pour y être répartis dans nos pays. Aucune reconduite à la frontière, aucun refoulement, aucune saisie de bateaux, aucune interpellation des passeurs... tout se déroule comme si ce pont maritime de l'Afrique vers l'Europe ne devait surtout pas être interrompu. Tout se déroule comme si les autorités géraient un flot de touristes.

La situation à Lampedusa constitue un avertissement pour les peuples d'Europe. Si le Pacte pour les migrations actuellement en discussion devait être adopté, les Lampedusa se compteront par centaines et permettront l'accès en Europe de dizaines de millions de migrants. Dans le même temps, le Gouvernement se prépare à cette perspective en éditant un guide d'accueil des migrants dans les campagnes. Ce n'est pas un hasard mais les maillons d'une même chaîne, une chaîne qui enserrera nos Nations.

Du pont maritime pour « sécuriser les cheminements » à l'accueil puis à la relocalisation, c'est une énorme logistique qu'a mis en place l'UE pour la submersion de l'Europe. >>>

Le 18 septembre dernier, 10 000 migrants ont débarqué sur les côtes de la petite île de Lampedusa en Italie, sous les yeux médusés des touristes présents. (photo : SIPA)

## LAMPEDUSA

# LES DÉPUTÉS EUROPÉENS DU RN SUR LE TERRAIN

Les échanges avec les gardes-côtes italiens ont montré que leur seule mission opérationnelle est de « secourir les migrants en mer », comprenez d'acheminer vers la terre ferme européenne tous les migrants croisés en mer. Aucun contrôle n'est fait, aucun rapatriement sur les lieux de départ n'est même envisagé. Les gardes-côtes, guidés par les avions de Frontex (agence européenne prétendument de gardes-frontières) qui surveillent la zone pour indiquer la position de bateaux, participent pleinement au pont maritime migratoire.

### 12 heures sur place avant d'être acheminé sur le continent

Le centre d'accueil des migrants de Lampedusa n'est pas, comme on pourrait le penser, un centre de vérification des situations. Les migrants y sont à peine enregistrés et identifiés. Le contrôle médical est des plus sommaires puisque les équipes d'accueil sur place se contentent seulement de vérifier qu'ils ne présentent

pas de problèmes vitaux. Aucun contrôle des maladies infectieuses n'est donc opéré.

Le centre de Lampedusa n'est qu'une escale technique. Les migrants y sont accueillis, peuvent s'y restaurer, s'y reposer et recharger leur téléphone portable avant d'être conduits sur le continent dans les douze heures suivantes où ils pourront se rendre dans le pays de leur choix.

Selon l'aveu les gestionnaires du centre, la capacité normale de traitement est de 1 000 clandestins par jour, avec des pointes à 7 000 en deux jours comme en septembre.

En clair, le débarquement à Lampedusa signifie inévitablement l'installation en Europe et, très rapidement, le droit au regroupement familial pour faire venir sa famille (y compris les frères).

Force est de constater que sur cette petite île méridionale de l'Europe, le pacte des migrations de l'UE qui est en voie d'adoption à Strasbourg est d'ores et déjà appliqué.

## LES DÉPUTÉS TÉMOIGNENT

« Le Camp des Saints, hier une fiction, aujourd'hui la concrétisation »

■ Jean-Lin Lacapelle

« Tout est fait pour pousser et faciliter les migrations »

■ Virginie Joron

« 1 000 migrants par jour : la submersion à jets continus »

■ André Rougé

« De l'acheminement à l'accueil et de la « relocalisation » à l'installation... toute la logistique d'une submersion organisée se met en place »

■ Philippe Olivier

« Le symbole de tous les renoncements européens »

■ Mathilde Androuët

« Lampedusa est un laboratoire pour une submersion programmée de l'Europe »

■ Patricia Chagnon

« Submersion migratoire : l'UE n'est pas la solution, elle est le problème »

■ Gilles Lebreton

« Un avant-goût amer de ce qui attend l'Europe »

■ Aurélia Beigneux

Les députés européens du RN ont rencontré les gardes-côtes italiens et ont pu constater que ces derniers participaient pleinement au pont maritime que l'UE a organisé entre l'Afrique et l'Europe. Cette politique migratoire imposée par l'Union européenne doit cesser.

Ils se sont rendus également au centre de transit de Lampedusa où les migrants sont accueillis durant 12 heures, le temps de se reposer et de recharger leur téléphone portable avant d'être disséminés sur le continent européen d'où ils ne repartiront plus.



# SUBMERSION MIGRATOIRE DE NOS CAMPAGNES : SUIVEZ LE GUIDE DU GOUVERNEMENT !

Le Gouvernement français a récemment publié un petit guide pour « accueillir et intégrer les personnes réfugiées en milieu rural ». Décryptage.

## Les migrants dans les campagnes ? « une opportunité ! »

Il y a un an, le Président Macron avait officialisé le projet gouvernemental d'installation de migrants dans les campagnes françaises. Dans une allocution du 3 août 2023, il a réitéré sa volonté d'organiser une « immigration de peuplement » par le biais notamment d'une dissémination « diffuse » des arrivants sur tout le territoire.

Pour répondre à cette injonction présidentielle, un petit guide sur l'accueil des migrants dans les campagnes a été édité par la Direction interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR). La submersion des campagnes y est présentée comme « une opportunité » pour la ruralité.

Selon la propagande gouvernementale, l'accueil de ces migrants, souvent sans formation et sans repère culturel français, permettrait

de « dynamiser l'économie » en zones rurales. Or, on l'a vu notamment durant les émeutes de 2023, la « dissémination de l'immigration » était surtout synonyme d'étalement des problèmes.

## La résistance à l'installation des migrants dans nos villages paye

Dans son plan logistique d'implantation de migrants sur tout le territoire résultant des objectifs du Pacte des migrations, le Gouvernement a entrepris de réserver, préparer et même aménager partout des lieux d'accueil : réquisitions d'hôtels, utilisation de centres de loisirs ou de vacances, réemploi de gendarmeries, aménagement de châteaux... Pourtant, l'expérience le montre, comme à Callac en Bretagne, lorsque les habitants se mobilisent les autorités reculent.

*Le pacte des migrations de l'UE met en place toute une logistique qui va du transport des migrants d'Afrique vers l'Europe à leur « relocalisation » dans nos campagnes à l'insu des maires, des conseils municipaux et des habitants. Concrétisation du plan de répartition : l'arrivée de 30 migrants en provenance de Lampedusa dans une ville des Vosges de 1 600 habitants à compter du 15 octobre.*

## Accueillir et intégrer les personnes réfugiées en milieu rural



Les études du Lab'R  
1<sup>re</sup> édition - septembre 2023

**VOSGES** Menu S'ABONNER

### Une trentaine de jeunes migrants arrivés de Lampedusa devraient être mis à l'abri à Plainfaing

Trente jeunes migrants d'origine guinéenne arrivés sur l'île de Lampedusa en Italie devraient arriver dans un centre d'hébergement privé à Plainfaing dans quelques jours. Une décision qui inquiète le maire Patrick Lalevée, mais qui n'a pas vocation à durer selon le Département, en charge de l'accueil des mineurs.

Marion Jacob - 04 oct. 2023 à 18:00 | mis à jour le 09 oct. 2023 à 17:02 - Temps de lecture : 2 min

## PACTE D'IMMIGRATION

### L'UE L'APPLIQUE AVANT MÊME SON ADOPTION

#### LES TROIS PILIERS DU PACTE DES MIGRATIONS :

■ **Sécuriser les cheminements pour éviter les morts en mer, c'est-à-dire mettre en place un pont maritime entre l'Afrique et l'Europe;**

■ **Organiser les implantations avec des « relocalisations » dans les villes et les villages;**

■ **Empêcher les expulsions en complexifiant les procédures et en tolérant les fraudes même manifestes.**

Le but de ce Pacte n'est donc pas de contrôler l'immigration aux frontières de

l'Europe mais de transférer massivement des populations dans nos pays.

#### UNE LOGISTIQUE MIGRATOIRE ÉNORME

C'est exactement ce qui se passe à Lampedusa où toute une logistique est mise en place pour acheminer les migrants vers les côtes européennes. En se déplaçant dans la petite île italienne au mois dernier, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a d'ailleurs confirmé la logique immigrationniste de ce dispositif en enjoignant les États européens « à accueillir les migrants. »

## LA CJUE RESTREINT LA POSSIBILITÉ D'EXPULSER DES MIGRANTS

Dans un arrêt du 21 septembre dernier, la Cour de justice de l'Union européenne, sollicitée par le Conseil d'État français, a décrété qu'un ressortissant non-européen pourra désormais « bénéficier d'un certain délai pour quitter volontairement le territoire ». La France ne pourra donc plus procéder au refoulement systématique vers un pays voisin d'un ressortissant étranger entré irrégulièrement sur son territoire. La justice européenne ne cesse ainsi d'entraver la capacité des États à endiguer les flux migratoires, preuve qu'il ne s'agit pas d'un hasard mais d'un choix idéologique et d'un plan délibéré.



## COOPÉRATION AVEC LES PAYS DE DÉPART L'ÉCHEC DE L'UE

Il y a quelques semaines, la Commission européenne avait glorieusement communiqué sur un accord avec le gouvernement tunisien pour tarir les flux migratoires dans lequel l'UE devait déboursier 105 millions d'euros au titre de cette « coopération ». Le 2 octobre, le président tunisien déclarait que son pays refusait ces fonds, considérant qu'ils relevaient de la « charité », manière pour lui de faire monter les prix. Une nouvelle preuve qu'il n'existe pas d'autre option pour l'Europe que la fermeture : mise en place d'un blocus naval, interpellation des passeurs et condamnation à de lourdes peines ; reconduites systématiques de tous les migrants aux ports de départ tunisiens ou libyens conformément au droit de la mer, destruction des bateaux utilisés pour le trafic d'êtres humains, principe de l'interdiction de toute régularisation pour les personnes entrées illégalement...



# MISSIONS D'OBSERVATION ÉLECTORALE LE VOILE SE LÈVE SUR LA STRATÉGIE POLITIQUE D'URSULA VON DER LEYEN

par Patricia CHAGNON

## En quoi consistent les missions d'observation électorale ?

Tous les ans, l'UE organise une dizaine de missions d'observation électorale (EOM) dans le monde. Officiellement, ces missions visent à soutenir le processus démocratique dans des pays émergents, à renforcer la confiance du public dans les processus électoraux, à mieux prévenir la fraude ainsi qu'à éviter l'intimidation et la violence en période électorale. Officieusement, elles revêtent un caractère bien plus politique.

Vu de l'intérieur, ces missions électorales prennent une dimension éminemment moins altruiste : déployer l'agenda idéologique de la Commission, mettre sa puissance financière au service des prétendus « droits fondamentaux universels » et s'imposer dans l'ordre de préséance aux dépens des ambassadeurs légitimes des pays européens.

Ce vaste programme diplomatique piloté par la Commission a pour objectif non avoué de supplanter insidieusement les États dans leur compétence diplomatique.

## Une diplomatie parallèle

L'UE mobilise des moyens considérables pour étendre sa sphère d'influence. Elle dispose pour cela de pas moins de 146 « ambassadeurs » répartis à travers le monde auprès des gouvernements comme des organismes internationaux. Pour la période 2021-2027, elle consacrera la somme astronomique de 85,2 milliards d'euros à ses actions extérieures, un budget en hausse de 47 % par rapport à la période 2014-2020.

On assiste à une évolution inquiétante : au moment même où le Gouvernement français est dépassé par les événements qui secouent le continent africain, la diplomatie européenne

s'engouffre dans la brèche et y est en pleine expansion.

## La diplomatie ne s'improvise pas

La France puise sa force diplomatique dans 1000 ans d'expérience qui ont enrichi notre corps diplomatique non seulement en connaissances, mais aussi en courtoisie et capacité de rhétorique.

Les grands pays le savent, la culture diplomatique française fut un exemple pour le monde entier. Ce n'est pas pour rien que la langue française était la langue utilisée par les diplomates jusqu'à il y a peu.

Les missions électorales sont également tristement révélatrices de l'inexpérience, voire de l'amateurisme diplomatique de l'UE. Il est affligeant de voir des responsables de mission se comporter comme des enfants qui jouent à la dinette et qui se prennent pour les meilleurs chefs-cuisiniers du monde.

L'image de l'Europe s'en trouve entachée et l'image de la France, qui se range derrière l'UE, apparaît d'autant plus dégradée.

## Le monde en appelle à la France

Dans un monde en pleine mutation, la voix de la France s'estompe peu à peu au moment où l'on a tant besoin d'elle.

Dans la grande tradition française respectueuse des États, nous devons refuser l'amateurisme de l'UE mais surtout son attitude néocolonialiste imposant son agenda idéologique à des pays et des peuples qui ont leurs propres culture et histoire.

Il est urgent de redonner ses lettres de noblesse à l'action diplomatique de la France pour ouvrir des perspectives de coopérations fructueuses, pour trouver la paix et pour œuvrer à la prospérité des peuples et des Nations du monde.

**CE VASTE PROGRAMME  
DIPLOMATIQUE PILOTÉ  
PAR LA COMMISSION  
A POUR OBJECTIF NON  
AVOÜÉ DE SUPPLANTER  
INSIDIEUSEMENT LES ÉTATS  
DANS LEUR COMPÉTENCE  
DIPLOMATIQUE**

# DÉCLARATION DES DROITS DES PEUPLES ET DES NATIONS

## UN SOCLE POUR REDÉFINIR L'EUROPE



Comme il existe une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC), il est nécessaire d'instaurer une Déclaration des Droits des Peuples et des Nations (DDPN) pour les protéger des tentatives de nivellement et des projets de déconstruction.

Ce texte proposé par Marine Le Pen et soutenu par les élus du Groupe ID jette les bases juridiques d'une construction européenne respectueuse de la diversité et de l'identité des Nations de notre continent. Il crée les conditions du respect des peuples et de la concorde entre Nations. La montée des BRICS comme les mouvements en Afrique montrent l'aspiration des peuples à être respectés. La DDPN est une réaffirmation pour tous les pays du monde du droit à la non-ingérence, au respect territorial et à la sécurité. Elle réaffirme le principe du règlement pacifique des conflits.

Présentée par Marine Le Pen le 16 septembre 2023 à Beaucaire, la « Déclaration des Droits des Peuples et des Nations » (DDPN) a été approuvée par les députés européens du RN.

Ce texte sur les droits fondamentaux des Nations établit les principes de base du projet européen qu'ils portent. Il réaffirme la légitimité des Nations et les droits inaliénables qui leur sont attachés: la souveraineté, l'indépendance, la liberté d'organisation, le droit à la sécurité, le droit de défendre leurs intérêts vitaux, le droit à la continuité historique, le droit à l'identité... Il renoue ainsi avec le principe d'une organisation harmonieuse du monde autour des Nations dans une logique de paix et de règlement pacifique des conflits, loin des logiques belliqueuses des blocs ou conquérantes des empires.

**Cette Déclaration solennelle s'inscrit enfin dans la volonté de réaffirmer la nécessaire protection des communautés naturelles que constituent les peuples et les Nations pour les hommes et les civilisations.**

### La reconnaissance de droits supplémentaires

Cette initiative n'a pas pour objet de substituer une déclaration de droits à une autre mais d'ajouter un cadre supplémentaire pour protéger les libertés humaines, la diversité des civilisations et les richesses culturelles du monde.

Il apparaît, en effet, que si l'heureuse sacralisation des droits fondamentaux des personnes a pu progressivement s'imposer par le biais de proclamations solennelles, aucune déclaration n'est venue protéger les peuples et les Nations et leur reconnaître formellement des droits inaliénables.

### Réaffirmer la légitimité des Nations

Cet impératif s'impose aujourd'hui d'autant plus que ces communautés naturelles, ces communautés protectrices, ces communautés affectives, continuent d'être remises en question par des idéologies de nivellement et d'uniformisation, de globalisation et de dilution.

S'il reste de bon ton d'invoquer les peuples dans les discours officiels, c'est généralement de manière convenue, comme une courtoise obligation formelle. Or, dans la pratique étatique ou internationale, les peuples et les Nations sont souvent ignorés, méprisés, contraints tant par des oligarchies nationales qu'internationales.

Beaucoup de ceux qui nous gouvernent ne font pas mystère de leur démarche post-nationale et, en réalité, a-nationale. Leur objectif est de congédier l'idée de nation, cette belle idée qui repose sur la fraternité et qui appelle chacun, quelles que soient ses origines ou son parcours, à se reconnaître dans une communauté de destin.

## La base d'un projet d'Europe des Nations

Cette proclamation pour les Nations s'inscrit évidemment dans le projet que les patriotes défendent pour l'Europe à l'opposé de la conception impériale de l'Union européenne. Elle s'adresse naturellement à tous les pays, à tous les peuples soucieux de la souveraineté de leur État et à tous les hommes attachés à leur culture. Cette proclamation vise enfin à protéger la diversité du monde au moment où le modèle mondialiste, de plus en plus répulsif et rejeté, montre, avec son indéniable faillite, des signes d'essoufflement.

## Une aspiration mondiale à la reconnaissance du droit des peuples

Cette affirmation de droits se comprend d'autant plus que ce mouvement correspond à une aspiration pressante des peuples, notamment extra-européens et tout particulièrement africains, légitimement attachés au principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Le basculement politique et économique du monde auquel ce mouvement de réaffirmation nationale donne lieu ces derniers mois se constate sur tous les continents.

■ La mondialisation qui avait concouru à l'uniformisation du monde est disgraciée par un nombre croissant d'États du monde qui entendent renouer avec la défense de leurs intérêts nationaux et avec un patriotisme économique protecteur ;

■ Les revendications nationales en Afrique comme la montée des BRICS démontrent une exaspération universelle face aux tentatives de vassalisation du monde par de grands ensembles transnationaux, impériaux et, en tout état de cause, considérés comme « impérialistes » ;

■ Sur notre continent, le modèle d'organisation prôné par l'Union européenne s'affirme chaque jour davantage comme une volonté de soumission, loin du projet de coopération librement consenti qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être. Cette vision impériale de l'Europe est aujourd'hui

très largement contestée comme en témoignent les résultats électoraux dans de nombreux pays européens, qu'il s'agisse des référendums (Danemark : Maastricht 1992 ; France et Hollande : Constitution 2005) ou des dernières élections générales qui ont vu l'arrivée au pouvoir de forces nationales.

## Deux volets : des considérants et des articles

La Déclaration des Droits des Peuples et des Nations est divisée en deux parties. Elle comprend des considérants qui en décrivent la philosophie générale et des articles qui donnent corps aux droits énoncés.

Les considérants fixent la philosophie générale du texte en soulignant le juste ordonnancement du monde autour des attachements collectifs que sont les Nations et des structures étatiques qui les représentent. Ils réaffirment la pertinence du cadre protecteur qu'est la Nation, un cadre universel qui concourt à l'harmonie du monde et à la concorde des peuples. Les articles, au nombre de seize, énumèrent les droits concrets reconnus aux peuples et aux Nations.

## Faire valoir ces droits en France, en Europe et dans le monde

Par nature universel, le principe d'une Déclaration des Droits des Peuples et des Nations doit être défendu en France, en Europe et dans le monde.

■ En France, elle sera portée avec une proposition de loi constitutionnelle pour l'intégrer à la loi fondamentale des Français ;

■ En Europe, elle sera proposée à l'approbation des partis patriotes pour potentiellement devenir l'acte fondateur d'une nouvelle coopération européenne et servir de base au projet de « l'Alliance Européenne des Nations » ;

■ À l'échelle du monde, elle doit être présentée aux pays qui aspirent à un nouvel équilibre dans les relations internationales. En ces périodes de crispation, l'Afrique pourra voir une main tendue dans cette réaffirmation explicite et solennelle du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

## La logique d'une initiative française

Il est logique que cette initiative puisse venir de France, du mouvement national français et donc de ses élus.

D'abord parce qu'historiquement la France, qui a toujours défendu les Nations et leur liberté, renoue ainsi avec sa vocation de puissance de paix et de concorde.

Ensuite parce que le mouvement national français dispose, par son ancienneté et sa reconnaissance en Europe, d'une légitimité incontestable pour présenter et porter cette initiative. Il est avant tout le défenseur du peuple et des peuples et cette initiative relève non seulement de sa mission mais même de sa vocation. ■

**Le mondialisme débridé rêvé par Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen prend l'eau. Partout en Europe et dans le monde, les peuples aspirent à autre chose : Enracinés, attachés à leur Nation, à leur identité, ils font la démonstration de leur volonté d'un monde plus humain, plus concret.**



Bruges est la capitale de la Flandre occidentale. Elle est aussi surnommée la Venise du Nord pour ses canaux qui sillonnent l'ancienne ville.



BELLE EUROPE

# À la découverte de la Flandre



Baignées dans la lumière si particulière du Nord qui aura tant fasciné les peintres, les principales villes de Flandre semblent faites de dentelles sorties des brumes et de la mer. Comme des pages tirées d'un livre d'Heures du Moyen Âge, ces villes ont séduit écrivains, poètes et visiteurs de l'Europe entière.

**Bruges**, la Venise du Nord, ses lents canaux sinuent à travers la ville médiévale et ses bâtiments somptueux, rappelant son passé marchand. Port de commerce florissant dès le Moyen Âge, Bruges voit arriver, du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, draperies, tissus et laine. Marchands et banquiers connaissent une richesse qui permet la construction de demeures superbes qui marquent durablement quand on se promène dans la ville. Avec son ouverture vers la mer, Bruges attire les commerçants de l'Europe entière et la première bourse européenne y est créée au XIII<sup>e</sup> siècle. Illustration du génie médiéval et de la chrétienté, l'Église Notre-Dame édifée dès le XIII<sup>e</sup> siècle contient des pièces somptueuses dont la Madone de Bruges de Michel-Ange et les mausolées de Charles le Téméraire et Marie de Bourgogne.





## À NE PAS MANQUER

### HISTORIUM

*Cette animation historique et ludique sur l'histoire de Bruges permet de découvrir son passé mirifique et de mieux comprendre son importance. Indispensable si vous avez des enfants!*  
[historium.be/fr](http://historium.be/fr)



### STAM MUSÉE

*Ce musée original est une invitation à explorer l'histoire de Gand avec ses peintures, dessins, photographies, objets et ses nombreux points multimédias qui l'ancrent dans la modernité.*  
[stamgent.be/fr\\_be](http://stamgent.be/fr_be)



### MAISON SNIJDERS & ROCKOX

*Dans ce lieu étonnant, le visiteur découvre l'art de vivre et les collections d'un bourgmestre et d'un peintre du XVII<sup>e</sup> siècle. Le jardin mérite également le détour pour son calme et sa beauté.*  
[snijdersrockoxhuis.be/fr](http://snijdersrockoxhuis.be/fr)

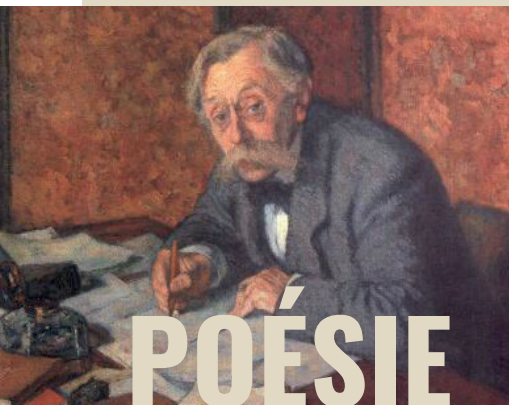


**Gand** et ses quatorze siècles d'Histoire mouvementée, ville la plus importante d'Europe durant plus de cinq cents ans, voit un château, plusieurs béguinages (lieux de regroupement de communautés religieuses de femmes), un beffroi et son carillon superbe se visiter avec plaisir.

**Anvers**, port européen essentiel, occupé par les Espagnols et les Français, la ville est aussi connue pour être le principal centre de commerce et polissage des diamants. De la Grand Place du XVI<sup>e</sup> siècle (qui est le pendant de celle de Bruxelles) à la maison de Rubens que l'on peut visiter, en passant par le quartier des diamantaires, de l'or et des pierres précieuses, Anvers est une ville dépaysante.

Anvers, symbole du commerce international et de la finance est avant tout connue pour être la plus grande bourse de diamants au monde.





Portrait d'Émile Verhaeren par Théo Van Rysselberghe (1915)

# POÉSIE

## ÉMILE VERHAEREN

La littérature belge et flamande a produit des livres délicieusement mélancoliques et morbides, comme le fascinant roman *Bruges-la-morte* de Georges Rodenbach (1892). Né près d'Anvers en 1855, le poète symboliste le plus représentatif, Émile Verhaeren, a su parler de l'ère industrielle et prolétarienne, des grandes villes mais évidemment aussi des paysages, des passions humaines et de la guerre dans des recueils puissants :

### La patrie aux soldats morts

*Vous ne reverrez plus les monts, les bois, la terre,  
Beaux yeux de mes soldats qui n'aviez que vingt ans  
Et qui êtes tombés, en ce dernier printemps,  
Où plus que jamais douce apparut la lumière.*

*On n'osait plus songer au réveil des champs d'or  
Que l'aube revêtait de sa gloire irisée;  
La guerre occupait tout de sa sombre pensée  
Quand au fond des hameaux on apprit votre mort.*

*Depuis votre départ, à l'angle de la glace,  
Votre image attirait et les cœurs et les yeux,  
Et nul ne s'asseyait sur l'escabeau boiteux  
Où tous les soirs, près du foyer, vous preniez place.*

*Hélas ! où sont vos corps jeunes, puissants et fous,  
Où, vos bras et vos mains et les gestes superbes  
Qu'avec la grande faux vous faisiez dans les herbes ?  
Hélas ! la nuit immense est descendue en vous.*

*Vos mères ont pleuré dans leur chaumière close ;  
Vos amantes ont dit leur peine aux gens des bourgs ;  
On a parlé de vous tristement, tous les jours,  
Et puis un soir d'automne on parla d'autre chose.*

*Mais je ne veux pas, Moi, qu'on voile vos noms clairs,  
Vous qui dormez là-bas dans un sol de bataille  
Où s'enfoncent encor les blocs de la mitraille  
Quand de nouveaux combats opposent leurs éclairs.*

*Je recueille en mon cœur votre gloire meurtrie,  
Je renverse sur vous les feux de mes flambeaux  
Et je monte la garde autour de vos tombeaux,  
Moi qui suis l'avenir, parce que la Patrie.*



## ANGUILLE AU VERT & CARBONADE FLAMANDE

Sans poisson, pas de gastronomie du Nord, et l'anguille au vert est une étrangeté fort goûteuse. Cuisiné avec sauce à base d'herbes diverses, ce plat devient pourtant une rareté en raison de la disparition des anguilles de rivières.

La roborative carbonade flamande flanquée de ses frites est l'incontournable des tables automnales et hivernales. Ce ragoût à base de bœuf braisé et mijoté avec de la bière brune est décliné aussi avec du sirop de Liège (une mélasse à base de pommes ou poires) qui rappelle les spéculoos, ces biscuits délicieusement épicés.



## ANNIE CORDY

Voilà qui en étonnera beaucoup mais la chanteuse et actrice Annie Cordy descend d'une longue lignée de flamands. Sous influence cabaret et revues chansonniers, ses titres les plus célèbres cachent des chansons discrètes et insouciantes comme *Cigarettes*, *Whisky* et *P'tites Pépées*. Ses apparitions cinématographiques, notamment dans *Le Chat* de Pierre Granier-Deferre (1971) avec Jean Gabin et Simone Signoret, laissèrent une trace dans la mémoire cinéphilique du cinéma classique français.

Elle a enregistré près de 700 chansons et aura tourné dans une quarantaine de films.

Annie Cordy (1950-2018)



## EDDY MERCKX

Surnommé « le cannibale » ou « l'ogre », Eddy Merckx est né en 1945 dans la région du Brabant flamand. Il est considéré comme le plus grand cycliste de l'Histoire avec plus de 600 courses remportées et a été élu meilleur cycliste du XX<sup>e</sup> siècle par l'Union cycliste internationale. Il a notamment gagné cinq fois le Tour de France, cinq fois le Tour d'Italie et fut trois fois champion du monde sur route.

Eddy Merckx en 1973





INTERVIEW *Tom Vandendriessche*

Tom Vandendriessche,  
membre du Vlaams  
Belang et député  
européen depuis 2019



Fondé en 1979, le Vlaams Belang (« intérêt flamand ») est un des plus fidèles alliés du RN au Parlement européen. Il est dirigé actuellement par le très énergique Tom van Grieken, âgé de 36 ans. Aux couleurs noir et jaune, le VB réclame le retour à une Flandre souveraine et indépendante, pour en finir avec les transferts de richesses entre le Nord et le Sud (la Wallonie) et acter définitivement leurs réelles différences culturelles et politiques.

Rejetant le multiculturalisme et l'immigration sans frein, défendant farouchement l'identité flamande, promouvant une société plus sécuritaire et libérale mais avec un solide volet social et protecteur, le Vlaams Belang est donné 1<sup>er</sup> dans les sondages depuis des mois. Il pourrait bien provoquer un bouleversement salvateur en Europe en 2024...

**Quelle est la situation de la Flandre actuellement ?**

À neuf mois des élections européennes, l'immigration est à nouveau l'une des questions clés. Les partis traditionnels veulent importer des ouvriers du tiers-monde pour occuper des emplois peu qualifiés dans notre pays. Le Vlaams Belang est la seule force politique qui ne croit pas en ce modèle globaliste. La distinction entre la gauche et la droite n'est plus pertinente en Flandre comme en Europe. La nouvelle ligne de fracture politique réelle est désormais celle qui oppose les globalistes aux nationaux.

**Quels sont les principales propositions en matière de politique migratoire du Vlaams Belang ?**

Dans le cadre juridique actuel, nous voulons des politiques aussi strictes que possible, telles qu'elles sont appliquées par les Démocrates de Suède dans leur gouvernement de coalition par exemple. La législation seule est bien sûr limitée, c'est pourquoi nous préconisons un changement de paradigme. Le droit d'asile ne doit pas devenir un droit de séjour et chaque demande doit toujours se faire dans la région d'origine. En outre, nous voulons introduire le modèle australien qui a fait ses preuves. Cela signifie que quiconque entrera illégalement sur

notre territoire perdra automatiquement son droit à l'asile.

Enfin, nous devons stopper l'afflux migratoire. Celui-ci sera sans fin car il est propulsé par l'expansion démographique de l'Afrique. Il est donc impératif de sécuriser nos frontières extérieures. En dernier recours, le Vlaams Belang préconise un « opt-out » en matière de politique migratoire, comme les Danois.

**2024 s'annonce comme une année essentielle pour vous, pouvez-vous nous en dire plus ?**

L'année à venir sera une année charnière car notre objectif est de devenir le premier parti de Flandre. Si nous avons le droit d'initiative pour former un gouvernement, nous ne voulons le faire qu'au niveau flamand et ne participerons pas à une formation fédérale. Nous avons nos raisons pour cela. Le centre de gravité démographique et économique du pays se trouve dans le Nord, mais les Flamands doivent néanmoins partager le pouvoir politique à égalité avec le Sud. Le Nord et le Sud se sont éloignés l'un de l'autre, au point que l'on peut parler de deux démocraties différentes. Il est donc impossible de conclure un accord fédéral. La Belgique risque de devenir ingouvernable et deviendra alors un facteur d'instabilité en Europe ; la Flandre est la solution ! ■

# VOS DÉPUTÉS SUR LE TERRAIN

En France, à l'international, au Parlement européen, au plus proche de vous, les députés Rassemblement National du Groupe Identité et Démocratie sont sur le terrain !



Virginie Joron, avec des collègues députés européens et autres groupes politiques, organisait une conférence pour clôturer la commission spéciale suite à l'épidémie de Covid.



Marie Dauchy était à Modane, au centre de secours de montagne.



Jean-Paul Garraud s'est rendu à la frontière espagnole avec la brigade de douane de Port-Vendres (66) pour participer à une opération de contrôle au côté des douaniers.



Gilles Lebreton était en Eure-et-Loire pour animer un dîner-débat et exposer notre vision de l'Europe.



France Jamet participait aux Assises de la Mer à Nice pour soutenir tous les acteurs de notre filière nourricière de la Pêche.



Philippe Olivier était en Haute-Saône, dans la circonscription du député RN Emeric Salmon, pour animer un dîner-débat sur le thème « Où va l'Europe ? »



André Rougé était dans l'Oise pour animer un dîner-débat sur le thème « Où va l'Europe ? » et pour évoquer son combat au Parlement européen pour la défense de nos territoires ultramarins.



Dominique Bilde s'est rendue au laboratoire ANDRA à Bure, en Meuse. Ce projet issu du savoir-faire français révolutionne tout le domaine de la gestion des déchets nucléaires.



# L'EUROPE DES NATIONS SE CONSTRUIT

Grâce à des échanges permanents avec nos alliés et nos partenaires européens, l'Europe des Nations pourra bientôt devenir une réalité. C'est dans cette perspective que Marine Le Pen, présidente du Groupe RN au Parlement français, a rendu visite ce mois-ci à Matteo Salvini (ministre italien de la Lega) et Viktor Orban (Premier ministre hongrois du Fidesz).

## ESTIVALES DE BEUCAIRE

À l'occasion de la rentrée politique du RN à Beaucaire, la Délégation française au Parlement européen a tenu à aller à la rencontre des militants pour présenter son travail : stand de présentation, film d'animation sur l'action des députés, conférences thématiques, distribution de documentation ; échanges directs, apéritif ouvert... et bien sûr amitié et convivialité autour de fructueux échanges.

## CONFÉRENCE À RIVESALTES

Jean-Paul Garraud a organisé une conférence à Rivesaltes devant 300 personnes aux côtés de Louis Aliot, maire de Perpignan, de Jorge Buxadé, député européen espagnol de VOX, et de Laszlo Trocsanyi, député européen hongrois du Fidesz et ancien ministre de la Justice. Ils ont évoqué la nécessité d'un union face à l'autoritarisme croissant de l'UE ainsi que l'immense et très préoccupant sujet migratoire.





À l'invitation des députés RN Patricia Chagnon et Philippe Olivier, Emmanuel Lynch a évoqué cet inspirateur sulfureux de l'UE que ses héritiers européens ont curieusement évacué de leur Panthéon...



*Pan-Europa* apparaît aujourd'hui comme la feuille de route de l'actuelle Union européenne, une construction européenne de nature oligarchique et impériale.

CONFÉRENCES

Il y a cent ans, en 1923, le comte austro-hongrois Richard Coudenhove-Kalergi publiait un livre intitulé « Pan Europa ». Dans cet ouvrage de référence, il imaginait pour l'Europe une union douanière, des institutions fédérales (parlement, chambre des États, des cours d'arbitrage.), une union monétaire, la libre circulation... un OPNI, objet politique non identifié, qui porte aujourd'hui un nom : « l'Union européenne ».

Emmanuel LYNCH

Ingénieur, économiste, historien

## « DU RÊVE DE COUDENHOVE-KALERGI À L'EMPIRE D'URSULA VON DER LEYEN »

### **Visionnaire ou promoteur ?**

Est-ce un rêveur visionnaire ou un penseur qui fournit aux européens un mode d'emploi clefs en main de leur projet ?

Dans une conférence organisée à Strasbourg, l'essayiste Emmanuel Lynch a présenté ce personnage étonnant qui reçut, avec le premier prix Charlemagne, le plus prestigieux brevet d'europhisme qui soit.

### **« Pan Europa » : la feuille de route de l'UE**

Comme l'actuelle Union européenne, Richard Coudenhove-Kalergi envisage pour le continent, dès 1923, un ensemble géographique et politique dont il exclut la Grande-Bretagne et la Russie. Cet aristocrate issu d'un empire déchu échafaude une construction de nature impériale, une vision

impérialiste et oligarchique que reprend à son compte l'actuelle présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

### **Un père de l'Europe oublié**

Pourtant, malgré des écrits prémonitoires et visiblement inspirants, ce père intellectuel de l'Union européenne n'est pas fêté par ses héritiers. Venant d'instances européennes généralement promptes à célébrer des paternités historiques, cet oubli est très étrange.

Est-ce lié à des écrits plus polémiques sur sa prédiction d'un monde métissé (dans *Praktischer Idealismus*), sur une Eurafrique aux relents colonialistes (dans *Europa Erwacht*), ou des pensées exprimées parfois de manière hallucinée que l'actuelle UE aurait du mal à assumer ?

Invité par Jordan Bardella et Jean-Paul Garraud pour une conférence au Parlement européen, Vincent Coussédière a beaucoup travaillé sur la question de l'immigration et de l'assimilation.



Vincent COUSSEDIÈRE

Professeur de philosophie et essayiste

## « POLITIQUES MIGRATOIRES ET DÉMOCRATIES EN EUROPE »

Professeur de philosophie, auteur de nombreux ouvrages sur les questions d'identité et d'immigration, Vincent Coussédière a livré sa vision de la politique migratoire dévastatrice de l'UE : « Il s'agit de construire un peuple européen de manière artificielle en créant des solidarités de fait par l'économie et le droit. Pour l'UE, il n'y a pas de peuples mais seulement des individus. ».

Il a ensuite démontré comment, pour gagner la bataille que vos députés RN

mènent contre cette folie, nous devons tous nous atteler à « déconstruire les déconstructeurs ». Enfin, le professeur a évoqué la notion du bien commun en politique, notion que l'Union européenne ne semble pas connaître : « La politique au sens noble cherche à réaliser le bien commun, l'intérêt général, or aucune vision du bien commun des peuples ne guide la politique migratoire européenne. »



## ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE UNE OBSESSION DANGEREUSE

Humiliée dans ses prétentions historiques, l'Union européenne cherche désespérément à intégrer le plus de pays possible, au mépris des risques pour les États membres.

### La gifle du « Brexit »

Depuis 70 ans qu'elle existe, l'Union européenne se vante d'être l'horizon nécessaire des pays européens, traitant ceux qui la critiquent de passésistes et de rétrogrades, comme si la « construction européenne » était une loi de l'Histoire.

C'est dire si le « Brexit » a été pour elle une claque cinglante, en lui prouvant par le fait que ce « destin » n'était qu'une fumisterie. L'Union européenne, sonnée, avait le choix entre se remettre en question et redoubler d'entêtement : elle a évidemment choisi la deuxième issue et c'est pourquoi ses dirigeants et ses promoteurs appellent aujourd'hui à une « Europe des 32 », voire des « 35 ».

Mais cette Europe carcérale, insensée et autoritaire n'attire plus grand monde. La Suisse et l'Islande se sont détournées de l'intégration européenne. Concrètement, pour s'élargir encore, le monstre européen ne peut plus compter que sur des pays beaucoup plus incertains : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine,

le Monténégro, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine, la Turquie, le Kosovo, la Serbie et la Macédoine du Nord.

### Guerre, pauvreté, corruption et terrorisme

Cette liste montre la négligence dont l'Union européenne fait preuve à l'égard de ses États membres dont elle sacrifie la sécurité à ses rêves d'agrandissement. Tous ont en commun un niveau de vie très bas et un niveau de corruption très élevé. Les trafics et les mafias y règnent : armes, drogues, prostitution...

Le Kosovo, l'Albanie, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine sont en outre des foyers de terrorisme islamiste. Le Kosovo a notamment fourni, relativement à sa population, le plus grand nombre de djihadistes à l'État islamique ! Et le soutien de la Turquie à l'islamisme en Europe est notoire, en utilisant sa diaspora et ses milices, du Millî Görüş aux Loups Gris.

Enfin, tous ces pays ont connu récemment ou connaissent actuellement la guerre : l'Ukraine est envahie par la Russie ; la Turquie occupe la moitié de Chypre et menace militairement la Grèce ; la Géorgie subit des conflits séparatistes en Ossétie du Sud et en Abkhazie et la Moldavie en Transnistrie. Enfin, le Kosovo n'est même pas un État, et cinq pays membres de l'Union européenne ne le reconnaissent pas internationalement comme tel.

Si l'intégration de ces pays avait lieu dans l'Union, les peuples européens seraient directement menacés par les périls les plus graves. Ils en sont conscients : toutes les enquêtes et les scrutins montrent que les peuples refusent cette intégration. Mais Bruxelles n'en a cure.

Dire non à tout nouvel élargissement, c'est donc commencer dès maintenant par arrêter ce train fou bruxellois incontrôlable. ■





## ENDOMÉTRIOSE LE GROUPE ID PREND L'INITIATIVE AU PARLEMENT EUROPÉEN

L'endométriose est une maladie chronique féminine extrêmement douloureuse et difficile à endurer. Au fil des années, la maladie peut s'aggraver et donc engendrer une ou plusieurs opérations chirurgicales. Elle ne se développe pas de la même manière d'une personne à une autre et peut prendre différentes formes à différents endroits. Il n'y a donc pas une endométriose mais plusieurs endométrioses, plus ou moins profondes, plus ou moins graves et plus ou moins pénalisantes.

### Une maladie fortement handicapante

Les symptômes de l'endométriose sont nombreux mais les plus courants sont la fatigue chronique, les troubles digestifs et surtout une échelle de douleur estimée entre 7 et 10 par 82 % des femmes atteintes. La communauté scientifique compare d'ailleurs ces douleurs à celle d'une crise cardiaque et indique qu'elles sont plus violentes qu'un accouchement sans péridurale. Des douleurs qui peuvent donc devenir

très handicapantes au quotidien et qui peuvent provoquer jusqu'à des pertes de connaissance, rendant complexe la vie familiale ou professionnelle.

### Formation médicale, diagnostic et prise en charge lacunaires

La principale difficulté de cette maladie c'est qu'elle est mal connue par les professionnels de santé qui ont parfois tendance à en minimiser les symptômes ou qui ne dirigent pas vers les examens nécessaires pour poser son diagnostic ; bien souvent en raison d'une formation médicale qui ne permet pas d'en saisir tous les aspects. Ainsi, si le diagnostic intervient en moyenne au bout de 7 ans, il peut parfois prendre jusqu'à 20 ans et il n'existe aujourd'hui aucun traitement pour guérir de l'endométriose.

On parle donc de 14 millions d'européennes diagnostiquées mais ce chiffre devrait évoluer, car selon les professionnels de santé du CHU de Rouen, lorsque le test salivaire sera sur le marché français, le nombre de femmes atteintes par la maladie devrait significativement augmenter.

### Un véritable fléau de santé publique

Une fois le diagnostic posé, n'ayant aucun traitement pour guérir de

cette maladie, les femmes n'ont aujourd'hui pas d'autres choix que d'utiliser une contraception forte allant jusqu'à la ménopause artificielle ou d'avoir recours à des anti-douleurs puissants comme de la morphine.

Au-delà des douleurs, une récente étude indique que 84,9 % des femmes atteintes de la maladie ont déjà eu des idées suicidaires, sans parler de celles qui sont déjà passées à l'acte. Il s'agit donc aujourd'hui d'un constat alarmant.

### Les députés RN en pointe dans toutes les assemblées

Parallèlement à la démarche des députés nationaux du RN qui ont déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi sur la question, Marie Dauchy, pour le Groupe ID, a déposé une proposition de Résolution. Elle proposait de permettre une meilleure coordination dans la lutte contre cette maladie entre les États européens, et donc au final de grandes avancées sur le diagnostic, la prise en charge et la recherche d'un traitement.

Cette proposition qui intéresse beaucoup de femmes et notamment des femmes en grande souffrance n'a malheureusement même pas été considérée par le Président de la commission de l'Environnement au Parlement européen. ■





## RESSOURCES PROPRES QUAND L'UNION EUROPÉENNE VEUT ACCROÎTRE SON CHANTAGE

La saison des soldes sur la souveraineté au sein de l'Union européenne est ouverte. Une dette commune par-ci, un outil supplémentaire par-là, et, discrètement, Bruxelles grignote encore nos souverainetés. C'est exactement ce que la Commission européenne prépare avec sa propagande en faveur de l'établissement de ce qu'elle appelle des « ressources propres ».



### **Que sont les « ressources propres » ?**

On appelle « ressources propres » les fonds que l'Union européenne percevrait en propre. Elles seraient indépendantes des contributions des États membres. L'objectif est très simple : diminuer l'influence des pays qui, comme la France, sont contributeurs nets, c'est-à-dire qui donnent plus d'argent à l'Union européenne qu'ils n'en reçoivent.

### **Une autonomie financière pour contourner les peuples**

La voix de Margaret Thatcher et de son fameux « *I want my money back* » résonne encore dans les mémoires apeurées des commissaires européens. Depuis le départ de la Grande-Bretagne, troisième contributeur de l'UE, cette dernière a bien compris que son budget était dépendant de la volonté des peuples. Un verrou démocratique que les technocrates détestent.

### **En levant l'impôt, l'UE se prend pour un État**

Pour effacer ce souvenir, la Commission européenne veut donc s'octroyer des prérogatives toujours plus régaliennes, notamment celle de lever l'impôt. Le plan de relance de l'UE comme la dette commune servent de prétexte à l'instauration de ces « ressources propres » et procèdent de cette même volonté de se donner l'apparence d'un État.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, une taxe sur les déchets plastiques s'ajoute aux portions de TVA et de droits de douane déjà perçues par Bruxelles. La méthode est toujours la même : utiliser un sujet consensuel ou porteur politiquement pour forcer et s'accaparer des budgets. Pénaliser les déchets plastiques par exemple, c'est bien, c'est écolo... mais c'est toujours une charge fiscale de plus imposée aux consommateurs.

### **Renforcer l'arme financière contre les Nations**

Pour soumettre les nations à leurs volontés, Ursula von der Leyen et ses commissaires usent de l'arme financière en gelant les subventions. Le vice de la méthode tient en un mot : le chantage. Décidément, ces ressources propres sont un sale coup. ■

# MICHÉA EN GUERRE CONTRE LA BOURGEOISIE VERTE ET NETFLIXÉE

par Laurent HUSSER

À Christophe Guilluy la définition de la France périphérique et de la France qualifiée « d'en bas » par le méprisant clergé médiatico-culturel actuel. À Jean-Claude Michéa les armes intellectuelles pour laminer la bourgeoisie verte, les ennemis des traditions rurales et des classes populaires françaises. Dans son nouvel essai, *Extension du domaine du capital*, il use souvent de l'arme du rire pour moquer la bourgeoisie verte façon Aymeric Caron/Sandrine Rousseau ou d'un Raphaël Glucksmann qui se vantait de se sentir mieux à New York qu'en Picardie.

Dans ce roboratif et jouissif essai, Jean-Claude Michéa élabore un sévère discours contre la métropolisation et les bobos-citadins pleins de certitudes, mais vite remis à leur place par la décence commune des ruraux locaux.

Ce nouvel enracinement lui permet de mieux connaître les traditions et pratiques communautaires (chasse, corrida, fêtes de villages durant les saisons etc.), qu'une élite auto-proclamée décide de déconstruire brutalement.

Pourtant : « *C'est un point que les élites métropolitaines ont effectivement toujours autant de mal à comprendre. Il leur est quasi-impossible d'admettre que la vision politique des classes populaires de la France périphérique est généralement beaucoup plus lucide et rationnelle que la leur.* »

## Wokisme et cancel culture ou le néo-libéralisme triomphant

Cet essai démontre aussi que « wokisme » et « cancel culture » sont le versant culturel du néolibéralisme : les gauchistes woke servent sans s'en rendre compte le capitalisme néolibéral qu'ils prétendent combattre. Dès lors, il colle dos à dos gauche culturelle et droite néo-libérale, qui n'a pas compris que le libéralisme culturel se promène main dans la main avec le libéralisme économique.



*Extension du domaine du capital*  
Jean-Claude Michéa  
(272 p. Ed. Albin Michel)

Comme Michel Onfray, il dénonce l'idéologie sans-frontériste maastrichienne. Il faut toujours se souvenir que le marché unique et la liberté de circuler vantés par les européistes leur permettent de se vautrer dans « *les eaux glacées du calcul égoïste* » (Karl Marx).

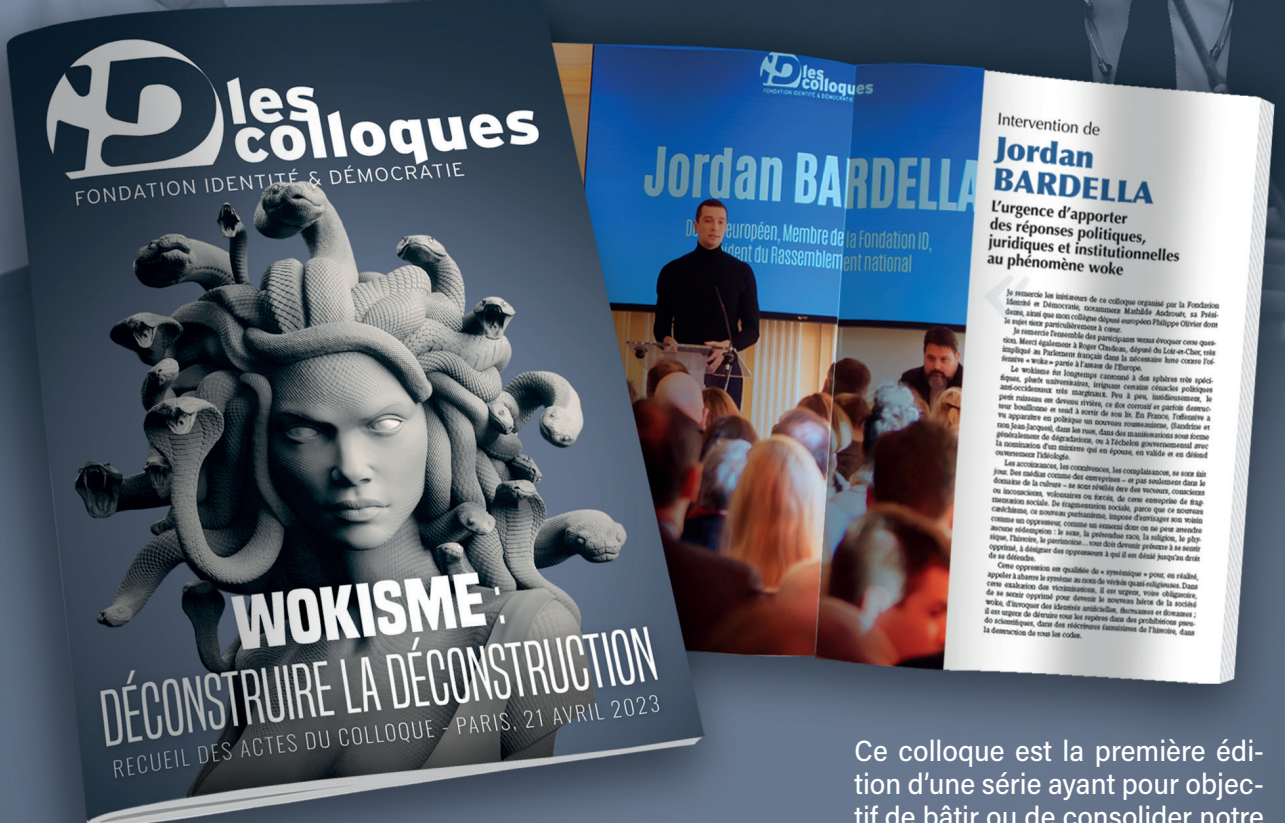
## Chant du coq, cloches de l'église et colons métropolitains

Même si Michéa ne le prononce pas dans le livre, c'est bien le mot de « localisme » qui vient à l'esprit quand on le lit. Son essai lance des pistes pour un retour à la terre, une démétropolisation privilégiant les villes petites et moyennes, de façon à rendre possible une renaissance graduelle des zones rurales désertifiées.

Enfin, ce livre important permet d'affiner le constat sur l'état de l'Union européenne et de la France en particulier en dénonçant ce nouvel État libéral autoritaire et post-démocratique qui se met en place, déguisé en « État de droit », et qui est si bien incarné par le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président Emmanuel Macron. Chaque jour, ces dirigeants postdémocratiques révèlent de plus en plus leur hideux projet, profondément impopulaire, visant au déracinement et à la destruction des classes populaires et de leurs traditions. ■

# WOKISME: DÉCONSTRUIRE LA DÉCONSTRUCTION

## Les actes du colloque



TÉLÉCHARGEZ LES  
PUBLICATIONS DE LA  
FONDATION IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE

OU COMMANDER GRATUITEMENT VOTRE EXEMPLAIRE PAPIER  
PAR MAIL À : [OFFICE@ID-FOUNDATION.EU](mailto:OFFICE@ID-FOUNDATION.EU)

Ce colloque est la première édition d'une série ayant pour objectif de bâtir ou de consolider notre réflexion politique et programmatique sur les grands enjeux qui traversent notre continent.

La vocation de la Fondation Identité et Démocratie est d'élargir notre champ d'action comme de coopération en Europe.

Elle offre à ses auditeurs et ses lecteurs les clefs d'une réflexion approfondie pour mener le combat des idées.



FLANDRE  
**GAND**

Ancienne cité drapière et commerçante, Gand est la ville natale de Charles Quint. Importante ville portuaire, elle est aujourd'hui la plus grande ville universitaire de Flandre.

# L'EUROPE UNE CIVILISATION